



## Grandes écoles

### Parcoursup rebat les cartes de la sélection

Délaissant les concours,  
des écoles postbac trient  
les candidats à travers la  
plate-forme, alimentant  
un soupçon d'opacité

PAGE 12



## FRANCE

## Parcoursup, voie contestée vers les grandes écoles

Les formations sélectives passent désormais par la plate-forme postbac, alimentant un soupçon d'opacité

**S'**il existait un indice de frustration des candidats sur Parcoursup, serait-il plus élevé cette année que les précédentes ? Il y a une dizaine de jours, le 27 mai, les premiers résultats d'admission dans l'enseignement supérieur ont été communiqués aux 641 000 lycéens inscrits sur la plate-forme. Depuis monte une petite musique jouée par ceux qui présentent un excellent profil académique et disent avoir été recalés dans l'une, voire dans toutes les formations sélectives qu'ils visaient.

Des professeurs confirment l'inquiétude de leurs élèves et y voient le révélateur d'un dysfonctionnement de la plate-forme, où les écoles peuvent paramétrer à leur guise l'algorithme de tri classique proposé par le ministère de l'enseignement supérieur, nommé « outil d'aide à la décision ». « *Le chaos habituel est décaplé, les classements incohérents révélant des situations scandaleuses* », a dénoncé, sur Twitter, le professeur d'histoire Thibaut Poirot, qui voit grandir « *le ressentiment de jeunes qui, malgré leurs bons dossiers, malgré leur investissement, nous disent aujourd'hui "ça n'a servi à rien de travailler"* ».

Plus qu'en 2020, la campagne actuelle porte l'empreinte de la crise sanitaire. L'impact est réel dans les dossiers, après une année quasi entière d'enseignements hybrides et dépourvue d'épreuves anticipées du bac. Bulletins de notes et appréciations sont notoirement plus flatteurs qu'à l'accoutumée, selon les enseignants chargés d'examiner les dossiers, et les candidatures

sont plus difficiles à départager.

Les grandes écoles postbac reconnues par l'Etat, qui toutes ont désormais rejoint Parcoursup, en ont parfois profité pour modifier leur mode de recrutement. Elles ont attribué aux dossiers des lycéens un rôle équivalent à celui d'une épreuve de concours. Ce faisant, elles ont donc « enrichi », chacune à sa manière, l'algorithme de tri des candidatures. « *Paramétrer les algorithmes n'est pas qu'une opération technique. Elle a aussi des implications sociologiques et statistiques, d'autant que la plate-forme laisse des marges de manœuvre importantes aux établissements et à leurs commissions d'examen des vœux* », explique le sociologue

Vincent Tiberj dans *La Vie des idées*. Il relate, dans cet article, comment il a lui-même procédé pour réformer l'entrée à Sciences Po Bordeaux en favorisant l'ouverture sociale et territoriale des candidatures plus que ne le permettait « l'outil d'aide à la décision » du ministère.

Toutes les écoles ne recourent cependant pas à un algorithme, revendiquant à la manière des classes prépas « un travail humain » réalisé par une armée d'évaluateurs, sur la base du dossier Parcoursup, qui regorge de notes et appréciations, complétées par un CV, une lettre de motivation et de possibles écrits complémentaires demandés par chaque formation, type « essai personnel ».

**Soupçons de légèreté**

Ce choix n'a pas empêché Sciences Po Paris d'avoir à affronter des critiques. Lorsque de

très bons élèves éconduits ont appris qu'un candidat affirmait être admissible à l'oral sans avoir dûment rempli son dossier Parcoursup, les soupçons de légèreté dans la lecture des « écrits personnels » ont enflé sur les réseaux sociaux, jusqu'à l'envoi d'une lettre ouverte de protestation à la direction de l'école, le 13 mai.

Directrice des admissions, Gabriela Crouzet confirme que « *deux candidats n'avaient pas répondu intégralement aux trois questions de motivation. Mais le jury a émis une appréciation positive sur leurs dossiers, car ils avaient atteint la note minimale fixée sur 60 points, au contraire d'autres qui n'ont donc pas été invités à l'oral.* » Ces deux-là « *n'ont pris la place de personne d'autre* », le nombre de reçus n'étant pas formellement fixé mais se situant « *dans une fourchette de plus ou moins 1600 places* ».

A Sciences Po, chacun des 15 000 dossiers reçus a été examiné par deux évaluateurs qui ne se connaissent pas et n'avaient pas le droit de communiquer entre eux. « *Ils disposaient de plusieurs dossiers issus d'un même lycée, pour constituer une grille de compréhension de son système de notation* », poursuit la directrice des admissions. Mais aucune règle n'est édictée pour pondérer les notes en fonction du lycée d'origine, ce dont s'offusquent des proviseurs de grands lycées privés parisiens, qui affirment que leurs élèves s'en trouvent floués compte tenu d'une notation plus stricte. « *Aucune consigne passée n'a pu jouer en leur défaveur au moment*



de l'évaluation des dossiers. Si nous constatons à l'issue de cette campagne que des lycées privés voient décliner le nombre de leurs élèves sélectionnés, nous nous pencherons sur la question », évacue Gabriela Crouzet. L'école promet un bilan de cette campagne inédite par l'afflux de candidatures (en hausse de 103 % par rapport à 2020) qu'a permis Parcoursup et qui devrait contribuer à la « diversification des profils » qu'elle vise, avec un objectif de 30 % de boursiers.

#### Copie « certifiée par le lycée »

Annulé pour la seconde année consécutive pour cause de crise sanitaire, le concours commun de sept Sciences Po de région a pour sa part tenu à maintenir une épreuve écrite à distance, sur laquelle ont planché quelque 13 500 candidats, dont 2 500 sont sortis « classés ». « Nous savions que les critiques allaient pleuvoir sur le fait que des parents auraient pu rédiger la copie », relate Pierre Mathiot, directeur de Sciences Po Lille. Pour réduire ce risque, nous avons corrigé pour chaque candidat classé une « copie miroir » certifiée par son lycée afin d'évaluer d'éventuels écarts tangibles de niveau entre les deux travaux. » En sus, un algorithme a géré l'examen des dossiers Parcoursup « en neutralisant les parties littéraires des bulletins pour ne prendre en compte que les notes », détaille le directeur lillois, qui « présume que les notes correspondent au niveau réel des élèves ». Cette année, les IEP ont néanmoins inclus dans leur algorithme le taux de mentions obtenues au bac en 2019, « ce qui redressera certainement les choses en faveur des lycées privés et publics de centre-ville ».

Du côté des écoles postbac de commerce et d'ingénieurs, les stratégies ont divergé entre maintien d'un concours et valorisation du seul dossier Parcoursup,

cette dernière solution représentant un gain financier non négligeable pour les candidats comme pour les écoles. En 2020, leur recrutement s'était fait intégralement sur dossier, entraînant quelques surprises quant au niveau des lauréats à la rentrée. « Dans certaines formations, 10 % d'une classe n'étaient pas capables de suivre l'enseignement en langue étrangère, ce que ne laissait aucunement présager leur dossier Parcoursup », relate Thomas Lagathu, directeur du concours Sésame, qui regroupe 14 écoles dont Neoma, Kedge, l'Essec et l'EM Lyon.

Cette année, les écrits de ce concours ont eu lieu à distance – non sans déboires –, mais les oraux, qui comptaient pour 40 % de la note finale, ont été annulés pour cause de défaillance de la plateforme du prestataire Easyrecrue. Seule alternative : « l'examen approfondi du dossier Parcoursup » par les jurys des écoles, chacune priorisant différemment les exigences dans telle ou telle discipline et l'expérience du candidat dans des activités extrascolaires.

La frustration des lycéens envers Parcoursup est une évidence pour Thomas Lagathu, tant la promesse d'accompagnement faite par la réforme du lycée n'a pas été tenue. Les salons « virtuels » consacrés à l'orientation ont été « une catastrophe, car il ne s'y est rien passé du tout » et des « erreurs d'orientation » sont à prévoir, prévient-il.

Premier signal : le 28 mai, au lendemain de l'ouverture de la plateforme, 913 candidats sans proposition l'avaient déjà quittée, soit 17 % de plus en comparaison avec la campagne 2020. Dix jours plus tard, ils étaient 3 612, en hausse de 12 % par rapport aux statistiques constatées l'an dernier. ■

SOAZIG LE NEVÉ

**« Malgré leurs bons dossiers, les jeunes disent aujourd'hui "ça n'a servi à rien de travailler" »**

THIBAUT POIROT  
 professeur d'histoire

**Certaines écoles revendiquent un « travail humain » réalisé par une armée d'évaluateurs plutôt que le recours à un algorithme**



